



S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

# INFO RAPIDE

## Destinataires :

- . Bureau national
- . Fédérations
- . URI
- . UD
- . Secrétaires confédéraux

**N° 57 du 27 novembre 2018**

## **Propositions de la CFDT sur la transition écologique et la justice sociale**

Mardi 27 novembre, le président de la République a prononcé un discours sur la transition écologique, dans l'objectif d'apporter des réponses au mouvement des gilets jaunes. Les organisations syndicales, patronales et associations étaient invitées à assister à cette allocution. Le secrétaire général Laurent Berger y a assisté pour la CFDT.

Le président de la République a réaffirmé sa volonté de poursuivre le cap de la transition écologique. Ainsi, la généralisation du Contrat de transition écologique \_proposition CFDT\_ a été évoquée. Mais aucune annonce précise n'a été faite pour réduire les inégalités entre les citoyens et entre les territoires.

Le Président de la République a annoncé une concertation d'une durée de 3 mois, associant tous les acteurs concernés, dont les organisations syndicales, pour construire des solutions concrètes. Pour la CFDT, ce changement de cap est une première réponse à sa demande de réunir les syndicats, les organisations patronales et les associations pour construire un pacte social de la conversion écologique.

Mais pour la CFDT, il ne suffit pas de changer de méthode. Il faut trouver des solutions aux injustices sociales et aux inégalités territoriales qui se creusent, tout en passant la vitesse supérieure sur la transition écologique.

La CFDT continuera de prendre ses responsabilités en s'investissant pleinement dans le débat qui va s'ouvrir et poussera ses revendications sur la transition écologique et les mesures sociales devant l'accompagner, pour lutter contre les fractures sociales et territoriales, améliorer le pouvoir d'achat et améliorer la justice fiscale.

Vous trouverez en pièce jointe, le document détaillant les propositions de la CFDT sur ces sujets, qui a été transmis au président de la République, au gouvernement et à la presse.